

**SOCOTEC CONSTRUCTION**

Construction Evreux
667 Rue Henri Becquerel
ZA des Portes de la Forêt
27000 EVREUX
Tél. : (+33)2.32.28.19.29
Fax : (+33)2.32.28.19.90

M. STEPHANE BRYON
SECRETARIAT GENERAL DU
MINISTERE DE LA JUSTICE 20 RUE DU PUIT
MAUGER
35000 RENNES France

Sécurité & protection de la santé**N/Réf : 10591//21/1050****Affaire suivie par : Stephane MONTI**

Tél. : 02 32 28 19 29(B); 06 12 75 00 27(M)
E-mail : Stephane.MONTI@socotec.com

Dossier n° : 201210591000002 1000

TRAVAUX DE RENOVATION PALAIS JUSTICE TRANCHE 2 SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE
DE LA JUSTICE 5 RUE DES PENITENTS
27400 LOUVIERS

A EVREUX, le 31/08/2021

Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Vous voudrez bien nous faire part de vos commentaires éventuels sur ce document.

Ce document comporte l'indice de révision n° 0.

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le coordonnateur

Autres destinataires	Fax et Email
SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE - Maître d'ouvrage	- malo.guesne@justice.gouv.fr

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

TRAVAUX DE RENOVATION PALAIS JUSTICE TRANCHE 2
SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE
DE LA JUSTICE 5 RUE DES PENITENTS
27400 LOUVIERS

Plan Général de Coordination
en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
Mission CSPS : Catégorie 2

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	31/08/2021	PGC du 31/08/2021	Stephane MONTI

Maître d'ouvrage	SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE Tél. : Fax :	DE LA JUSTICE 20 RUE DU PUIITS MAUGER 35000 RENNES France
Maître d'ouvrage	SECRETARIAT GENERAL DU Tél. : 02 60 09 32 20 Fax :	MINISTERE DE LA JUSTICE 20 RUE DU PUIITS MAUGER 35000 RENNES France
Maître d'oeuvre	LOIC DROVAL ARCHITECTE Tél. : Fax :	17 RUE DU PORT 27400 LOUVIERS
OPPBTP	OPPBTP Tél. : 0231442361 Fax :	Immeuble la Marseillaise 28 rue Martin Luther King 14280 SAINT CONTEST
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT Tél. : 02.35.03.45.45 Fax :	Avenue du Grand Cours CS 36028 76028 ROUEN cedex
Inspection du travail	DDETS Tél. : 02 32 31 84 50 Fax :	Boulevard Georges Chauvin 27000 EVREUX
COORDONNATEUR SPS	SOCOTEC CONSTRUCTION Construction Evreux Tél. : (+33)2.32.28.19.29 Fax : (+33)2.32.28.19.90 stephane.monti@socotec.com 0612750027	667 Rue Henri Becquerel ZA des Portes de la Forêt 27000 EVREUX

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	7
1.1. Mesures complémentaires liées au Covid - 19.....	7
SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE	9
Recommandations d'organisation lié au COVID19	9
Distanciation	9
Affichage des consignes.....	9
MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	10
Mesures d'organisation.....	10
Planification COVID 19	10
Référent Covid 19 sur site	10
PIC mise a jour COVID 19	10
Circulations horizontales et verticales des piétons	11
Voie d'accès piéton COVID 19	11
Réseaux de distribution	11
Points d'eau et évacuation COVID 19	11
Protections individuelles	11
Généralités COVID 19	11
MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	13
Arrivée d'une nouvelle entreprise	13
Organisation COVID 19	13
MESURES GENERALES DE SALUBRITE	14
Installations de chantier - cantonnements.....	14
Dimensionnement et organisation COVID 19.....	14
Entretien COVID 19	14
MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	16
Diffusion des documents	16
PGC, PPSPS COVID 19.....	16
Communication.....	16
Mesures d'utilité publique	16
2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	26
2.1. L.4121-1 du Code du Travail.....	26
2.2. L.4121-2 du Code du Travail.....	26
2.3. L.1152-1 du Code du Travail.....	26
3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER	27
3.1. Elaboration du PGC.....	27
3.1.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	27
3.2. Liste des lots.....	27
4. SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE	29

4.1. Activités à proximité du site.....	29
4.1.1. Le projet est mitoyen avec un site en activité	29
4.2. Matériaux dangereux.....	29
4.2.1. Matériaux amiantés et Revêtements contenant du plomb	29
4.3. Réseaux existants aériens et/ou enterrés.....	29
4.3.1. Réseaux enterrés	29
4.3.2. Réseaux aériens.....	30
5. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	31
5.1. Mesures d'organisation	31
5.1.1. Planification	31
5.2. Plan d'installation de chantier.....	31
5.2.1. Projet de plan d'installation de chantier.....	31
5.3. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées.....	32
5.3.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation	32
5.3.2. Mesures d'identification	32
5.4. Nettoyage et évacuation des déchets	32
5.4.1. Acheminement des déchets vers les bennes.....	33
5.4.2. Evacuation des matières dangereuses	33
5.4.3. Nettoyage	33
5.5. Manutentions et approvisionnements.....	34
5.5.1. Moyens communs	34
5.5.2. Moyens propres	34
5.5.3. Moyens de levage propre à chaque lot	34
5.6. Réseaux de distribution.....	34
5.6.1. Installation d'éclairage	34
5.6.2. Alimentation et Evacuation des eaux	34
5.6.3. Vérification réglementaire de l'installation électrique	35
5.7. Autres Réseaux	35
5.7.1. Téléphone.....	35
5.8. Risques spécifiques.....	35
5.8.1. Utilisation de produits dangereux	35
5.8.2. Procédure de permis de feu	35
5.8.3. Travaux par Point Chaud	35
5.8.4. Protection contre l'Incendie	36
6. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	37
6.1. Coactivité.....	37
6.1.1. Dispositions Générales.....	37
6.1.2. Dispositions pour travaux superposés	37
6.2. Travaux superposés.....	37
6.2.1. Travaux superposés générant des chutes d'objet.....	37
6.3. Essais Electriques	38
6.4. Travaux d'aménagement	38
6.4.1. Limitation des poussières	38
6.4.2. Suppression des Travaux superposés	38
6.5. Travaux de plâtrerie	38

6.5.1.	Limitation des poussières	38
6.6.	Echafaudages	38
6.6.1.	Mise en place	38
6.7.	Travaux en hauteur	39
6.7.1.	Travaux en hauteur	39
6.8.	Nacelle	39
6.8.1.	Utilisation de nacelle.....	39
7.	MESURES GENERALES DE SALUBRITE	40
7.1.	Installations de chantier - Cantonnements.....	40
7.1.1.	Modalités d'Organisation	40
7.1.2.	Entretien des installations	40
8.	ORGANISATION DES SECOURS	41
8.1.	Moyens d'alerte.....	41
8.1.1.	Téléphone.....	41
8.1.2.	Consignes de sécurité	41
8.2.	Moyens de secours	41
8.2.1.	Sauveteurs secouristes du travail	41
8.2.2.	Matériel de secours	41
9.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	43
9.1.	Coordonnateur SPS	43
9.1.1.	Autorité	43
9.1.2.	Registre Journal	43
9.2.	Concertation et information entre les entreprises	43
9.2.1.	Sous-traitance	43
9.2.2.	Inspection Commune.....	44
9.2.3.	PPSPS.....	44
9.2.4.	Travailleurs indépendants et locatiers.....	44
9.3.	Diffusion des documents.....	44
9.3.1.	PGC.....	45
9.3.2.	PPSPS.....	45

1. PREAMBULE

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) a été élaboré en tenant compte des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

Ce document définit et affecte (exécution et dépenses) les mesures d'organisation générale du chantier, les mesures de coordination, les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités simultanées des différents intervenants et les mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

Celui-ci pourra faire l'objet de modificatifs ou de compléments en fonction de l'évolution du chantier.

1.1. Mesures complémentaires liées au Covid - 19

SOMMAIRE MESURE COMPLEMENTAIRE COVID 19

SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE	9
Recommandations d'organisation lié au COVID19	9
Distanciation	9
Affichage des consignes	9
MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	10
Mesures d'organisation	10
Planification COVID 19	10
Référent Covid 19 sur site	10
PIC mise a jour COVID 19	10
Circulations horizontales et verticales des piétons	11
Voie d'accès piéton COVID 19	11
Réseaux de distribution	11
Points d'eau et évacuation COVID 19	11
Protections individuelles	11
Généralités COVID 19	11
MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	13
Arrivée d'une nouvelle entreprise	13
Organisation COVID 19	13
MESURES GENERALES DE SALUBRITE	14
Installations de chantier - cantonnements	14

Dimensionnement et organisation COVID 19.....	14
Entretien COVID 19	14
MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	16
Diffusion des documents	16
PGC, PPSPS COVID 19.....	16
Communication	16
Mesures d'utilité publique	16

SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

Recommandations d'organisation lié au COVID19

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Distanciation</i>	
Le site est susceptible d'être un lieu de transmission du CORONAVIRUS du fait de la coactivité des ouvriers et techniciens du chantier. De ce fait les entreprises sont susceptibles de prendre toutes les mesures de désinfections des locaux. De même l'ensemble du personnel affecté au chantier (y compris les membres de l'encadrement) doivent maintenir les distances d'éloignement prescrites par le gouvernement a minima 2,00 m.	Tous Corps d'Etats
<i>Affichage des consignes</i>	
<p>L'affichage des consignes élémentaires de prévention liées au COVID19 sera ordonné par le maitre d'œuvre à l'entreprise chargé de la gestion des locaux communs.</p> <p>Cet affichage est procédé sur l'ensemble des locaux sociaux communs du chantier ainsi qu'à l'entrée du chantier</p> <p>Ces affichages devront être répétés sur le chantier (locaux technique,différents niveaux de construction)</p>	Entreprise titulaire du lot installation base vie

MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

Mesures d'organisation

Dispositifs prévus	A la charge de
Planification COVID 19	
<p>Le maitre d'œuvre assisté par l'OPC du chantier procédera à l'actualisation des plannings les différentes zones du chantier avec pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Réduire la proximité des ouvriers dans les zones de travail •Déterminer des secteurs affectés à chaque corps d'état lorsque cela est possible •Définir des tranches horaires d'usage des locaux communs de chantier •Prévoir en concertation avec le CSPS au planning journalier, des séquences de désinfections des locaux sanitaires du chantier. <p>Le maitre d'œuvre prendra les dispositions pour limiter le nombre et la durée des réunions et réduire le nombre de participants aux fins de respecter les distances d'éloignement. Imposer le lavage des mains en entrée et sortie de réunion.</p>	Maître d'œuvre OPC
Le maitre d'ouvrage en accord avec le maitre d'œuvre et le coordonnateur sécurité déterminera les nouveaux horaires de chantier et imposera une ouverture et fermeture physique des clôtures d'accès(dans la limite des contraintes de voisinage)	Maître d'Ouvrage Maître d'oeuvre
Référent Covid 19 sur site	
<p>En cette période d'épidémie de coronavirus Covid 19, la priorité des entreprises du BTP est de permettre à leurs collaborateurs de veiller à leur santé, leur sécurité et celle de leur entourage.</p> <p>Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de mesures est une condition incontournable pour le maintien des activités du BTP.</p> <p>il est demandé aux entreprises de désigné un surveillant sur site qui aura à charge la vérification de la bonne application de mesures préventives.</p> <p>La personne en charge de la surveillance est à désigner dans l'avenant au PPSPS</p>	Tous corps d'Etats
PIC mise a jour COVID 19	
<p>L'entreprise devra mettre a jour le PIC en tenant compte des évolutions d'organisation découlant du COVID 19 à savoir.</p> <p>Identifier sur plan les règles de circulations piétonnes limitant les croisements de flux et assurant les règles de distanciation.</p>	Entreprise titulaire du lot installation base vie

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>L'ensemble des mesures devront être matérialisées telque :</p> <p>Les points d'eau complémentaires</p> <p>Principe d'organisation pour l'utilisation des lieux communs</p>	

Circulations horizontales et verticales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Voie d'accès piéton COVID 19</i>	
<p>En concertation avec le CSPS et l'OPC, les circulations piétonnes sur le chantier doivent être repensées afin d'éviter les croisements d'intervenants et d'assurer le respect des règles de distanciations</p>	<p>Maître d'œuvre CSPS</p>

Réseaux de distribution

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Points d'eau et évacuation COVID 19</i>	
<p>Le maître d'œuvre en accord avec le CSPS et le maître d'ouvrage déterminera les besoins en augmentation du nombre de points de lavages de mains afin de les rendre le plus proche possible des lieux de travaux</p>	<p>Maître d'œuvre CSPS</p>

Protections individuelles

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Généralités COVID 19</i>	
<p>Il appartient aux entreprises de doter leur personnel des protections collectives et individuelles en accord avec les prescriptions sanitaires du gouvernement.</p> <p>Le port du masque et des lunettes est obligatoire dans les cas suivants :</p> <p>Travail à moins de 2m d'une autre personne : masque chirurgical à minima</p> <p>Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins un mètre.</p> <p>En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques à minima de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 ou de protection supérieure y compris masque à cartouche ou masque à ventilation assistée.</p> <p>Les masques chirurgicaux et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. Les masques non jetables et les lunettes désinfectés</p> <p>Concernant le port des gants de travail organiser une rotation avec mise à disposition de</p>	<p>Tous Corps d'Etats</p>

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>plusieurs paires pour les intervenants</p> <p>Une information in situ des ouvriers en accueil sur chantier (en respectant les mesures d'éloignement) sera réalisée par les entreprises en vue d'expliquer les consignes sanitaires à leur personnel.</p>	

MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

Arrivée d'une nouvelle entreprise

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Organisation COVID 19</i>	
<p>L'arrivée d'une nouvelle entreprise sur le chantier est à envisager le plus tard possible pendant la période de confinement/isolement.</p> <p>Cette disposition est à arrêter par le maitre d'ouvrage sur proposition du maitre d'œuvre uniquement. Un avis consultatif de l'OPC et du Coordonnateur sécurité sera envisagé pour identifier les phases provisoires auxquelles le chantier est soumis pour le maintien en sécurité des ouvrages (par exemple phases de contreventement ou clavetage lorsque des éléments préfabriqués sont mis en œuvre, etc.).</p> <p>la priorisation des travaux peut se faire dans l'ordre suivant :</p> <p>Priorité aux travaux sur le chemin critique du planning</p> <p>Favoriser les travaux dans des secteurs isolés (même s'ils ne sont pas sur le chemin critique)</p> <p>Etudier les travaux hors chemin critique si ils peuvent se dérouler dans des conditions satisfaisantes d'hygiène et de sécurité</p> <p>En mesure spécifique de coordination, les travaux qui sont de nature moins urgente et qui sont indiqués par le maitre d'œuvre d'exécution, seront de préférence reportés à une date ultérieure. Important, afin d'éviter tout procédure de mémoire en réclamation des entreprises, le maitre d'ouvrage consolide ces dispositions et les confirme à l'équipe de maitrise d'œuvre. L'équipe prend alors en compte la décision du maitre d'ouvrage et recale le planning général de l'opération à ces fins.</p>	Maître d'OEuvre

MESURES GENERALES DE SALUBRITE

Installations de chantier - cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Dimensionnement et organisation COVID 19</i>	
Le personnel de chantier pénètre dans ces locaux en respectant les mesures d'éloignement.	Tous Corps d'Etats
Les affiches de prévention éditées par le gouvernement sont affichées à l'extérieur sur les portes des locaux, mais aussi à l'intérieur	Entreprise titulaire du lot installation base vie
<p>Les espaces bases vie devront être ré-organisés afin de permettre l'application des règles de distanciation et d'hygiène, soit par l'ajout d'éléments, de surfaces et/ou par l'organisation de rotation d'utilisation en réduisant la capacité nominale d'accueil.</p> <ul style="list-style-type: none"> · En divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations · Eventuellement, en organisant les ordres de passage, · Eventuellement, en décalant les prises de poste, · Eventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures · En limitant l'accès aux espaces et salles de réunion (ou mieux en fermant les locaux non indispensables) <p>Installer, si possible, des lieux de repos et de pause en extérieur.</p> <p>Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydro alcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases-vie ou bungalows de chantier.</p> <p>Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydro alcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...).</p> <p>Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.</p> <p>Mettre en place des distributeurs de papier essuis mains</p> <p>Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydro alcoolique sont approvisionnés ainsi que des devoirs de papier toilette.</p>	Entreprise titulaire du lot installation base vie
<i>Entretien COVID 19</i>	
Lorsque l'entreprise qui est normalement chargée de procéder à l'entretien courant du chantier a cessé son activité sur le chantier, le maître d'œuvre désigne une entreprise de son choix pour maintenir un entretien accru	Maître d'OEuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Le nettoyage général des locaux de chantier est à programmer de manière soutenue afin de limiter les risques liés aux contacts par les personnes.</p> <p>Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas.</p> <p>Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.</p> <p>Cette organisation pourra de se faire via une entreprise extérieure, mais aussi renforcée avec la participation des acteurs du chantier qui devront se conformer aux consignes écrites</p>	<p>Entreprise titulaire du lot installation base vie</p>
<p>Le maître d'œuvre en concertation avec le CSPS définit une augmentation de la fréquence des nettoyages de désinfection (suivant recommandation guide OPPBTP).</p> <p>En cas de défaut de l'entreprise titulaire du lot base vie, le maître d'œuvre fait procéder, par l'entreprise qu'il aura retenu, à la tenue à jour d'un cahier de suivi de ces nettoyages.</p> <p>Le référent COVID (du lot installation base vie ou entreprise de substitution) désigné s'assurera de la bonne application des mesures</p>	<p>Maître d'œuvre CSPS Entreprise titulaire du lot installation base vie</p>

MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

Diffusion des documents

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>PGC, PPSPS COVID 19</i>	
<p>Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs, actualisation découlant du COVID 19.</p> <p>Dans l'urgence après accord de l'équipe de Maitrise d'ouvrage et d'oeuvre le CSPS pourra diffuser par mail le PGCSPS COVID19</p>	Maître d'Ouvrage CSPS

Communication

Dispositifs prévus	A la charge de
<i>Mesures d'utilité publique</i>	
<p>S'agissant de mesures d'utilité publique et aux fin de limiter au maximum la propagation du virus COVID19 les entreprises conviennent de mettre en oeuvre les dispositions gouvernementales et concourent au respect de toutes les prescriptions de prudence, de formation/information de leurs salariés.</p> <p>Le guide de l'OPPBTP constitue le principal document support</p> <p>A ce titre elles informent le maitre d'oeuvre et le maitre d'ouvrage, l'OPC et le CSPS des difficultés qu'elles rencontrent sur le chantier pour le respect des dispositions de l'avenant au PGC.</p> <p>Les entreprises devront rester à l'écoute de la direction de chantier et des annonces du gouvernement en gestion de crise afin de procéder aux mises à jours éventuelles qui viendront compléter le dispositif connu à ce jour.</p>	Tous Corps d'Etats

CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS CHANTIER

Mise en œuvre de recommandations

1 | CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS CHANTIER

PREAMBULE

La loi

L'employeur est responsable de la santé et de la sécurité de ses salariés.

La loi prévoit qu'il doit prendre des mesures de prévention et veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances.

Une crise sanitaire est un changement de circonstances qui doit le conduire à s'assurer que les mesures qu'il met en œuvre habituellement sont toujours adaptées ou doivent l'être pour protéger les salariés contre les risques de contamination.

Il en va de **l'intérêt des salariés mais aussi des entreprises** car la présence des salariés à leur poste dépendra largement de leur confiance dans la capacité de l'entreprise à répondre à leurs inquiétudes et à les protéger contre les risques spécifiques liés au virus COVID19.

Le guide OPPBTP précise les obligations des chefs d'entreprise sous contexte COVID19.

Evidemment dans le même temps avec le même objectif de sécurité vis-à-vis du COVID19 l'équipe de la Maitrise d'Ouvrage, de la Maitrise d'Oeuvre et du CSPS se mobilise pour prendre les dispositions adaptées afin de faciliter la reprise et ou la continuité des travaux.

| CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS CHANTIER

Ré-évaluer les risques

L'employeur doit donc réévaluer ses risques.

Il doit concrètement passer en revue les circonstances dans lesquelles les salariés peuvent être exposés au virus et **mettre en œuvre les mesures nécessaires pour éviter ou, à défaut, limiter au plus bas le risque** :

- ☐ organisation du travail (règles de distances sociales) ;
- ☐ équipements (EPI(s)...)
- ☐ information ;
- ☐ sensibilisation et consignes de travail.

Un avenant au PPSPS est à produire afin de permettre la continuité et ou la reprise du travail sous contexte COVID19 en tenant compte du dernier indice du PGC intégrant les mesures COVID 19

Mesures à respecter pour les salariés présents sur site

- Les règles de distanciation (1 mètre minimum) et les gestes barrières, simples et efficaces, doivent impérativement être respectés.
- L'employeur doit s'assurer que les règles sont effectivement respectées, que savons ou gels, mouchoirs jetables sont approvisionnés et que des sacs poubelles sont disponibles.
- Les réunions doivent être limitées au strict nécessaire idéalement à supprimer.
- Les regroupements de salariés dans des espaces réduits doivent être limités.
- **Aller sur son lieu de travail nécessite un justificatif de déplacement professionnel émanant de l'employeur**

Mesures à prendre en cas de contamination ou suspicion de contamination

L'employeur doit veiller à protéger tous les salariés, présentant ou non des symptômes (fièvre et signes respiratoires, toux ou essoufflement).

Comment ?

- **Renvoyer le salarié à son domicile .**
- Appeler le 15 si les symptômes sont graves.
- Informer les salariés qui ont été en contact étroit avec le salarié.
- **Nettoyer immédiatement** les espaces de travail du salarié concerné suivant une procédure à décrire dans le PPSPS.

SOMMAIRE

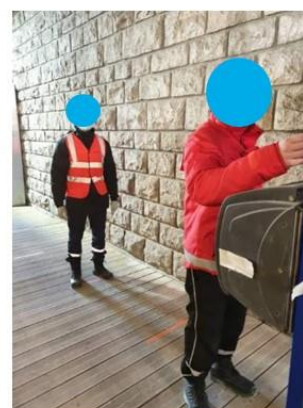
- 1 - Accès site
- 2 - Affichage site COVID-19
- 3 - Hygiène des locaux
- 4 - Déplacements Intra Chantier
- 5 - Distance de sécurité
- 6 - Hygiène et protection individuelle

2 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES



1 – Accès chantier

Espacé les entrées et circulation à l'aide d'un marquage au sol de manière à conserver une distance minimal de un mètre entre les personnels exemple accès tourniquet



3 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES



2 – Affichage chantier COVID-19



S'assurer de la mise à disposition des informations en relation avec le COVID-19 :

- Règles
- Bonnes pratiques
- Procédures
- Etc.

Placer l'affichage dès l'entrée du site et dans la langue d'usage de chaque salarié présent pour une prise en compte et une compréhension optimum par tous.



4 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES

3 – Hygiène des locaux



Désinfecter autant que nécessaire les zones et moyens communs :

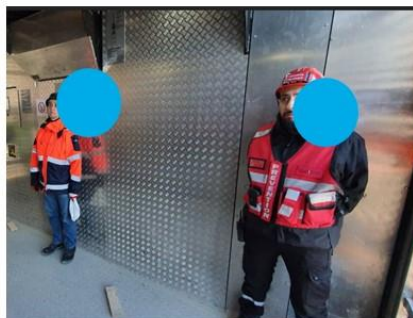
- Poignées
- Portiques
- Tables
- Bureaux
- Réfectoires
- Sanitaires
- Etc...

Utiliser dans la mesure du possible du matériel doté personnellement (ordinateur, stylos, ...) afin de ne pas établir de contact physique par objets interposés



5 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES

4 – Déplacements intra chantier



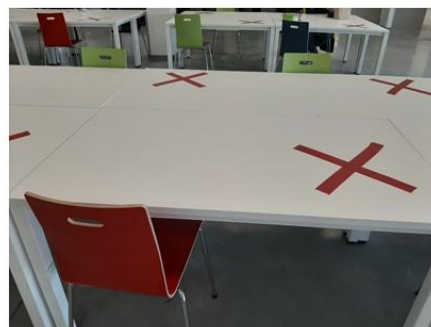
Etablir un marquage au sol / plan de circulation afin d'éviter tout contact et/ou tout rapprochement inutile du personnel.

6 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES

5 – Distance de sécurité



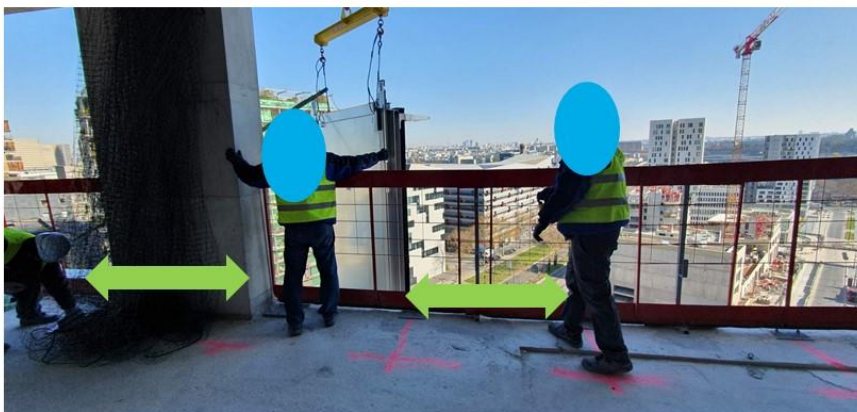
Assurer en tout temps et en tout point une distance de sécurité d'au moins un mètre entre les personnels au moyen de balisage et de marquage dans les espaces commun



7 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES

5 – Distance de sécurité

.... Ou aux postes de travail



8 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES


SOCOTEC

6 – Hygiène et protection individuelle



S'assurer de la mise en place de point d'eau fonctionnels en nombre suffisant ainsi que l'accès à du savon et/ou du gel hydro-alcoolique en quantité suffisante pour permettre à chacun de se laver les mains autant que nécessaire.

Mettre à disposition de l'essuie main à usage unique.



9 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES


SOCOTEC

6 – Hygiène et protection individuelle



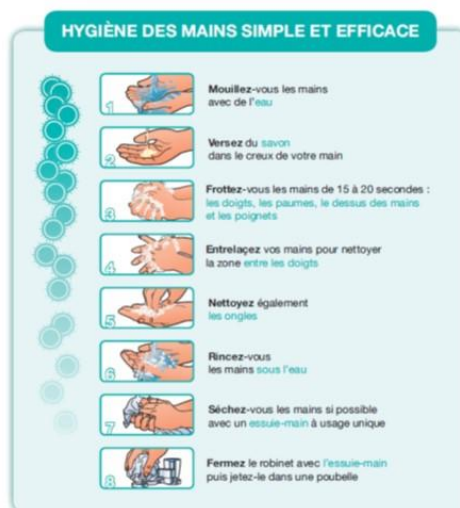
En cas de rapprochement nécessaire à l'activité, s'assurer de la mise à disposition et du port obligatoire d'un masque de protection adapté.



10 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES

6 – Hygiène Personnelle

Se laver les mains autant que nécessaire ...



Si vous n'avez pas d'eau ni de savon, utilisez une solution hydroalcoolique pour adopter les mêmes gestes (étapes 2, 3, 4 et 5).
Veillez à vous frotter les mains jusqu'à ce qu'elles soient bien sèches.

11 | CONTINUITE DES ACTIVITES CHANTIER – COVID-19 – BONNES PRATIQUES

POUR TOUTE QUESTION ...

Adressez-vous à votre CSPS ou à votre préventeur SOCOTEC référent, ils sauront vous accompagner

2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

2.1. L.4121-1 du Code du Travail

« L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.
Ces mesures comprennent :

1. Des actions de prévention des risques professionnels,
2. Des actions d'information et de formation,
3. la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

2.2. L.4121-2 du Code du Travail

« L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 du code du travail sur le fondement des Principes Généraux de Prévention suivants :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L.1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs. »

2.3. L.1152-1 du Code du Travail

« Aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel. »

3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

3.1. Elaboration du PGC

Dispositifs prévus	A la charge de
3.1.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	
Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'Ouvrage

3.2. Liste des lots

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
01 - Deplombage, Merule			
02 - Echafaudage			
03 - Démolition, Gros Oeuvre			
04 - Charpente Bois, Couverture			
05 - Serrurerie			
06 - Menuiseries extérieures			
07 - Cloisons/Doublage, Menuiseries intérieures			
08 - Revêtement de sol collé			

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
09 - Parquet			
10 - Peinture			
11 - Electricité			
12 - Plomberie, Chauffage, Ventilation			
13 - VRD, Espace Vert			
14 - Aereogommage bois et pierre			

4. SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

4.1. Activités à proximité du site

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. Le projet est mitoyen avec un site en activité	
Le site en activité devra être isolé du chantier (clôture ou protections particulières) pour empêcher tous risques de coactivité.	Entreprise Concernée

4.2. Matériaux dangereux

Dispositifs prévus	A la charge de
4.2.1. Matériaux amiantés et Revêtements contenant du plomb	
Le rapport de diagnostic Plomb réalisé montre la présence de revêtements en peinture au plomb.	Tous Corps d'Etats
Le rapport de diagnostic Amiante ne montre pas la présence de matériaux contenant de l'amiante.	Tous Corps d'Etats

4.3. Réseaux existants aériens et/ou enterrés

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.1. Réseaux enterrés	
Présence de réseaux concessionnaires jusqu'en pénétration du bâtiment existant	Tous Corps d'Etats
L'entreprise devra respecter : les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant le cas échéant les réponses aux demandes de mise hors tension, les plans et, le cas échéant, les recommandations spécifiques au chantier issues des DT et des DICT et fournis par le responsable du projet ou par les exploitants des ouvrages.	Entreprise Concernée
L'entreprise mettra en place le repérage et les protections conformément aux préconisations des DICT	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.2. Réseaux aériens	
L'entreprise devra respectée :• les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant le cas échéant les réponses aux demandes de mise hors tension. • les plans et, le cas échéant, les recommandations spécifiques au chantier issues des DT et des DICT et fournis par le responsable du projet ou par les exploitants des ouvrages.	Entreprise Concernée

5. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

Conformément à l'article R.4532-44 du Code du Travail, ce chapitre précise les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre, en concertation avec le Coordonnateur, ainsi que les mesures de coordination SPS prises par le Coordonnateur et les sujétions qui en découlent.

5.1. Mesures d'organisation

Dispositifs prévus	A la charge de
5.1.1. Planification	
<ul style="list-style-type: none"> Le planning des travaux sera réalisé par la Maîtrise d'œuvre avec avis du Coordonnateur. Ce planning devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L.4121-2 du Code du Travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier. 	Maître d'Œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander une modification de ce planning. Si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation des travaux dans un ordre différent. Dans ce cas, la Maîtrise d'œuvre devra adapter son planning de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au planning initial. 	Maître d'Œuvre
Livraison partielle de l'ouvrage <ul style="list-style-type: none"> Dans le cas où l'ouvrage serait livré de façon partielle (sera définie pendant la période de préparation), les entreprises devront intégrer dans leurs modes opératoires les protections pour l'environnement de chantier, définies en collaboration avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur. 	Maître d'Œuvre

5.2. Plan d'installation de chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.1. Projet de plan d'installation de chantier	
En phase préparatoire, l'entreprise fournira son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Sur ce plan figureront notamment : - L'accès du chantier	Maître d'Œuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
<ul style="list-style-type: none"> - La zone des cantonnements et bureaux de chantier - Les entrées du bâtiment (des bâtiments) - Les voies de circulation - Les zones de stationnement - Les zones de stockage - L'implantation de la ou des grue(s) de chantier - L'implantation des armoires de distribution électrique. - Les points d'eau - La zone pour les bennes à déchets. 	

5.3. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées

Dispositifs prévus	A la charge de
5.3.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation	
Les clôtures provisoires seront composées de panneaux grillagés sur plots béton et reliées par connecteur.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Des pancartes « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront affichées sur le portail d'entrée et sur la clôture en périphérie du chantier. Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.	03 - Démolition, Gros Oeuvre
5.3.2. Mesures d'identification	
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou autre.	Tous Corps d'Etats
Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'œuvre.	Tous Corps d'Etats
• Il est de la responsabilité de chaque entreprise de gérer, de coordonner et de contrôler les accès au chantier de son personnel, de ses prestataires de services et de ses livraisons.	Tous Corps d'Etats
La liste des personnels susceptibles d'être présents sur le chantier doit figurer dans les PPSPS des entreprises	Tous Corps d'Etats

5.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositifs prévus	A la charge de
5.4.1. Acheminement des déchets vers les bennes	
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'Etats
En cas de carence, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.	Tous Corps d'Etats
5.4.2. Evacuation des matières dangereuses	
Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises concernées. Les conditions d'enlèvement de produits dangereux sont à préciser dans le PPSPS de l'entreprise concernée, en veillant à être réalisés au fur et à mesure de leur utilisation.	Entreprise Concernée
5.4.3. Nettoyage	
Gestion du nettoyage du chantier par zone affectée par le Maître d'œuvre aux entreprises <ul style="list-style-type: none"> En fonction des interventions en cours, les entreprises sont responsables du nettoyage de zone du chantier suivant définition des dites zones par la maîtrise d'œuvre. L'entreprise désignée doit veiller au maintien du secteur sous sa responsabilité dans un état de propreté compatible avec la bonne réalisation des travaux. 	Tous Corps d'Etats
Nettoyage sous la responsabilité de chaque entreprise <ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail. 	Tous Corps d'Etats
Elimination de déchets sur site <ul style="list-style-type: none"> L'élimination des déchets et gravats sur site est strictement interdite, que ce soit par enfouissement ou par brûlage. 	Tous Corps d'Etats
Constat de défaillance <ul style="list-style-type: none"> En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur, pourra demander à l'entreprise de gros-œuvre ou à une entreprise spécialisée de se substituer à l'entreprise défaillante aux frais de celle-ci. 	Tous Corps d'Etats

5.5. Manutentions et approvisionnements

Dispositifs prévus	A la charge de
5.5.1. Moyens communs	
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront rechercher une utilisation commune des appareils de levage afin de limiter les risques d'interférences. 	Tous Corps d'Etats
5.5.2. Moyens propres	
<ul style="list-style-type: none"> L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. 	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"> Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariot, transpalette, diable...). 	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"> Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale du chantier. 	Tous Corps d'Etats
5.5.3. Moyens de levage propre à chaque lot	
Chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du Coordonnateur	Entreprise Concernée

5.6. Réseaux de distribution

Dispositifs prévus	A la charge de
5.6.1. Installation d'éclairage	
Des éclairages seront installés sur l'ensemble des circulations, sous-sols, paliers et zones communes du chantier.	11 - Electricité
5.6.2. Alimentation et Evacuation des eaux	
<ul style="list-style-type: none"> Branchement sur réseau public existant de l'établissement et réseau de distribution pour alimentation du sanitaire chantier, fourniture et pose d'un sous-comptage, d'une borne de puisage et d'une attente pour raccordement du réseau de distribution (lot plomberie). Installation à réaliser pour que celle-ci soit hors gel par tous temps. 	03 - Démolition, Gros Oeuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
5.6.3. Vérification réglementaire de l'installation électrique	
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 (vérification initiale et périodique) Une copie des rapports sera transmise au coordonnateur et au maître d'oeuvre.	11 - Electricité

5.7. Autres Réseaux

Dispositifs prévus	A la charge de
5.7.1. Téléphone	
Compte tenu des possibilités en matière de téléphonie mobile, chaque entreprise mettra à la disposition de ses salariés des téléphones portables d'entreprise.	Tous Corps d'Etats

5.8. Risques spécifiques

Dispositifs prévus	A la charge de
5.8.1. Utilisation de produits dangereux	
Travaux mettant en oeuvre des matières et substances inflammables, explosives et toxiques (colles, résines, peinture, matériaux d'isolation, etc.) <ul style="list-style-type: none"> Neutralisation, pour éviter toute coactivité, de la zone où est effectué ce type de travaux au moyen d'un dispositif physique interdisant tout accès avec mise en place d'une signalisation indiquant le danger. Ou décalage, pour éviter toute coactivité, des travaux dans le temps et/ou dans l'espace. Ventilation des lieux de travail. Installation électrique et matériels adaptés aux risques. 	Tous Corps d'Etats
5.8.2. Procédure de permis de feu	
<ul style="list-style-type: none"> A demander à la personne représentant la Maîtrise d'Ouvrage avant toute intervention pour travaux par points chauds (soudage, découpage, meulage, etc.) à renouveler à chaque fois qu'un changement intervient dans le chantier (opérateur, méthode de travail, lieu, etc.). 	Maître d'Ouvrage
5.8.3. Travaux par Point Chaud	

Dispositifs prévus	A la charge de
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre soin avant tout travail par points chauds de : • dégager la zone de produits inflammables, • mettre en place le moyen d'éviter la propagation de la chaleur, • disposer d'un extincteur adapté au poste de travail, • dans le cas de locaux en activité, interrompre tous les travaux par points chauds 2 heures avant de quitter le chantier et vérifier les zones concernées. 	Entreprise Concernée
5.8.4. Protection contre l'Incendie	
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'extincteurs appropriés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel et sur les zones de travail à risques. 	Entreprise Concernée

6. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

6.1. Coactivité

Dispositifs prévus	A la charge de
6.1.1. Dispositions Générales	
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises ayant à réaliser des tâches engendrant des risques liés à la coactivité devront. : <ul style="list-style-type: none"> - indiquer ces risques dans leurs PPSPS et les moyens de prévention à prendre en conséquence - signaler ces risques lors des réunions de chantier afin de prendre en commun, lors de ces réunions, les moyens de prévention adaptés 	Tous Corps d'Etats
6.1.2. Dispositions pour travaux superposés	
<ul style="list-style-type: none"> Neutralisation de la zone située sous le poste de travail en élévation au moyen d'un dispositif physique interdisant tout accès avec mise en place d'une signalisation indiquant le danger. Si impossibilité de neutralisation de la zone ou superposition de tâches pour rattrapage d'un retard, mise en place d'une protection (filet à mailles fines interdisant le passage d'objets, platelage) sous le poste de travail. 	Tous Corps d'Etats

6.2. Travaux superposés

Dispositifs prévus	A la charge de
6.2.1. Travaux superposés générant des chutes d'objet	
<p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter.</p> <p>L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , 	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
- en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.	

6.3. Essais Electriques

- les essais électriques se feront à partir de l'installation électrique de chantier.

6.4. Travaux d'aménagement

Dispositifs prévus	A la charge de
6.4.1. Limitation des poussières	
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	Entreprise Concernée
Pour les carrelages, les découpes seront faites sous voie humide.	Entreprise Concernée
Les travaux de découpe à la disqueuse seront limités et faits à l'extérieur des bâtiments.	Entreprise Concernée
6.4.2. Suppression des Travaux superposés	
Les travaux superposés seront interdits	Tous Corps d'Etats
Si l'origine, d'une superposition ponctuelle est liée à un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Tous Corps d'Etats

6.5. Travaux de plâtrerie

Dispositifs prévus	A la charge de
6.5.1. Limitation des poussières	
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	Entreprise Concernée

6.6. Echafaudages

Dispositifs prévus	A la charge de
6.6.1. Mise en place	

Dispositifs prévus	A la charge de
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	Entreprise Concernée
Le montage sera réalisé par du personnel formé et conformément à la notice technique du fabricant	Entreprise Concernée
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare gravois.	Entreprise Concernée
Un filet de protection maille fine sera installé sur l'extérieur de l'échafaudage sur toute la hauteur de celui-ci.	Entreprise Concernée

6.7. Travaux en hauteur

Dispositifs prévus	A la charge de
6.7.1. Travaux en hauteur	
Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. La mise en oeuvre de plateformes individuelles roulantes (P.I.R ou P.I.R.L), convenablement protégés contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux Principes Généraux de Prévention.	Tous Corps d'Etats

6.8. Nacelle

Dispositifs prévus	A la charge de
6.8.1. Utilisation de nacelle	
<p>Consignes d'utilisation des PEMP</p> <p>1 Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. 	Entreprise Concernée

7. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

7.1. Installations de chantier - Cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
7.1.1. Modalités d'Organisation	
<ul style="list-style-type: none"> Plan d'installation de chantier à réaliser et à transmettre au Coordonnateur SPS et à la Maîtrise d'Oeuvre pour approbation. 	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Les bungalows mis en place durant la phase 1 pour accueillir les bureaux provisoire du palais de justice sont mis a disposition par le maitre d'ouvrage durant cette phase de travaux. Ils devront etre équipés de tables, chaises, et vestiaires en nombre suffisant. Des devidoirs fermés d'essuis mains et de papier toilette seront mios en place afin de repondre aux préconisation COVID-19 de l'OPPBTP;	03 - Démolition, Gros Oeuvre
7.1.2. Entretien des installations	
L'entreprise de gros-œuvre assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et l du bureau du chantier. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	03 - Démolition, Gros Oeuvre
Pour garantir un entretien régulier et soigné, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront réglés suivant les dispositions des clauses communes du maître d'ouvrage. L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.	03 - Démolition, Gros Oeuvre

8. ORGANISATION DES SECOURS

8.1. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	A la charge de
8.1.1. Téléphone	
Les numéros d'appel d'urgence seront affichés à proximité du téléphone.	Tous Corps d'Etats
Mise à la disposition de l'ensemble des personnels de chaque entreprise de téléphones portables.	Tous Corps d'Etats
8.1.2. Consignes de sécurité	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS.	Tous Corps d'Etats

8.2. Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
8.2.1. Sauveteurs secouristes du travail	
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"> Un en permanence pour vingt salariés travaillant sur le site. Celui-ci devra porter en permanence un signe distinctif (logo sur casque ou sur vêtement de travail) permettant de l'identifier. 	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"> Affichage dans bureau de chantier des coordonnées des secouristes présents sur le chantier. Liste à actualiser toutes les semaines. 	Tous Corps d'Etats
8.2.2. Matériel de secours	
Boîte de secours <ul style="list-style-type: none"> Avec chaque unité de travail intervenant sur l'opération. Contenu conforme au mémento de l'OPPBTP. 	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Pharmacie de chantier</p> <ul style="list-style-type: none">• Dans bureau de chantier vestiaire commun et accessible en permanence à l'ensemble des intervenants du chantier pendant les heures de travail.• Contenu identique à la boîte de secours.	<p>Tous Corps d'Etats</p>

9. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

9.1. Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
9.1.1. Autorité	
<ul style="list-style-type: none"> Lorsqu'un danger grave et imminent est détecté lors des travaux, le Coordonnateur SPS est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout, ou partie du chantier. 	Coordonnateur SPS
<ul style="list-style-type: none"> Le coordonnateur a l'autorité de suspendre les tâches en cours en cas de manquement aux dispositions du présent document. 	Coordonnateur SPS
<ul style="list-style-type: none"> Le Coordonnateur SPS a l'autorité de faire quitter le chantier, à toute entreprise, titulaire et /ou sous-traitante, n'ayant pas réalisé l'inspection commune et/ou n'ayant pas transmis son PPSPS. 	Tous Corps d'Etats
9.1.2. Registre Journal	
<ul style="list-style-type: none"> Le Registre Journal contient : Les comptes-rendus des inspections communes, les consignes à transmettre, Les observations ou notifications au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, ou à tout autre intervenant, Les noms et adresses des entreprises intervenantes, les dates d'intervention, les effectifs et la durée des travaux, Le procès-verbal de passation des consignes avec le Coordonnateur appelé à lui succéder ou à le remplacer momentanément. Le Registre Journal permet de consigner contradictoirement dès la conception tous ses actes et échanges avec les différents acteurs. 	Coordonnateur SPS

9.2. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus	A la charge de
9.2.1. Sous-traitance	
<ul style="list-style-type: none"> AVANT toute intervention du sous traitant sur le chantier, la procédure suivante doit être IMPERATIVEMENT respectée. 	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<ol style="list-style-type: none"> 1. Demande d'agrément du sous traitant à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage par le titulaire du lot concerné. 2. Dès que le Maître d'Ouvrage donne son accord, il le communique à la fois à l'entreprise titulaire ET AU COORDONNATEUR SPS. 3. L'entreprise titulaire remet au sous traitant le PGC SPS de l'opération, ainsi que son propre PPSPS. (Article R.4532-60 du Code du Travail). 4. Le sous traitant dispose des délais réglementaires prévus par l'article R.4532-62 du code du travail, soit au moins 30 jours pour les travaux de GROS ŒUVRE et 8 jours pour les travaux de second œuvre pour établir son propre PPSPS dans les conditions définies par les articles R.4532-56 à 4532-76 du Code du Travail. 	Tous Corps d'Etats
9.2.2. Inspection Commune	
<p>* Les inspections communes sont réalisées A LA DEMANDE des entreprises exclusivement. en fonction de leurs dates d'interventions.</p> <p>* A effectuer trois semaines avant toute intervention sur le site, avec le Coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.</p>	Tous Corps d'Etats
9.2.3. PPSPS	
<ul style="list-style-type: none"> • A établir après Inspection Commune et avant toute intervention sur le site : 	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"> • Contenu conforme aux articles R.4532-56 à 4532-76 du Code du Travail. 	Tous Corps d'Etats
9.2.4. Travailleurs indépendants et locatiers	
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"> • Les travailleurs indépendants sont également soumis aux articles 9.2.3 et 9.2.4. • Les locatiers sont considérés comme prestataires de services et sont sous la responsabilité de l'entreprise qui leur passe commande. • En cas de non respect des dispositions ci-dessus, il sera fait application immédiate de l'article 9.1.1 du présent document. 	Tous Corps d'Etats

9.3. Diffusion des documents

Dispositifs prévus	A la charge de
9.3.1. PGC	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Maître d'Ouvrage
9.3.2. PPSPS	
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Entreprise Concernée